



Lettre n° 138 du 19 avril 2020

Au sommaire :

- **11 mai, le jour d'après, improvisation et logique de classe** - *Isabelle Ufferte*
- **La pandémie du Covid-19, nouvelle étape de la faillite globale du capitalisme, ou les nécessaires transformations révolutionnaires** - *Bruno Bajou*

11 mai, le jour d'après, improvisation et logique de classe

Macron a fixé la date : après un mois supplémentaire de confinement, le 11 mai sera le début du « *déconfinement progressif* » pour « *permettre au plus grand nombre de retourner travailler, redémarrer notre industrie, nos commerces et nos services* ». Aujourd'hui, Philippe a fait le service après vente pour convaincre chiffres à l'appui du sérieux des grande phrases présidentielles sans rassurer ni convaincre, bien au contraire.

L'improvisation est totale. Il y aura peu de moyens de protection supplémentaires, en particulier de masques qui manquent encore aujourd'hui cruellement même à ceux qui sont les plus directement exposés, des moyens bien insuffisants de tester les malades et la population, ni de se « distancier » dans les ateliers, les bureaux, les écoles, collèges ou lycées, mais peu importe... Il est plus que temps pour le patronat que le travail reprenne, que la production redémarre. Pour que les actifs puissent regagner les usines, les bureaux, il faut que les écoles rouvrent... Pour tous les autres, personnes « âgées », malades, « improductifs », le confinement continuera « au volontariat ». Et si ce dimanche, un avion cargo a atterri dans la région parisienne avec à bord 150 tonnes de matériel médical, 8 millions de masques, c'est à destination non des hôpitaux mais d'une entreprise privée !

Le gouvernement ne sait rien, n'anticipe rien, il veut juste attendre que les services de réanimation puissent un minimum absorber une nouvelle vague si l'épidémie repart... avec un « plan » ridicule pour les hôpitaux alors que le personnel hospitalier -qui se voit doté de primes dérisoires- est à bout, que les stocks de médicaments sont au plus bas... que les protections minimales manquent toujours autant et que dans le monde entier, les autorités médicales publient des protocoles pour choisir entre les malades face au manque de lits et de moyens.

Rien de scientifique dans les décisions et la politique de Macron qui s'agite, « consulte », tresse des louanges aux

uns ou aux autres en fonction des besoins de sa propagande mais n'a qu'une politique, la fuite en avant pour tenter de sauver les profits et pour ça redémarrer la machine. Une même politique de tous les dirigeants de la planète dont Trump qui veut « *faire redémarrer l'Amérique* », actuel épice de la pandémie (37 000 morts aux Etats-Unis)

Tout comme le confinement, le déconfinement obéit à une logique de classe.

« Argent magique » pour les patrons, aumônes et intensification de l'exploitation pour les pauvres et les travailleurs

« *Il n'y a pas d'argent magique* » avait répondu Macron il y a quelques mois à une aide-soignante du CHU de Rouen qui l'avait pris à partie devant les caméras. En effet, aucune magie dans la débauche d'argent public promis aux patrons, 45 milliards passés en quelques jours à 110 milliards. L'Etat s'endette auprès des banques... une dette passée en deux mois de 95 à 115 % du PIB et dont la facture est présentée aux travailleurs.

« *La dette sera tout sauf virtuelle* » a prévenu la CPME... Si le « *débat* » sur l'allongement du temps de travail est reporté, l'offensive s'accélère. Après les ordonnances sur les 60 heures, le vol sans autre forme de procès de RTT, de jours de Compte-épargne temps, et même de 6 jours congés si accord du CSE... le gouvernement vient d'annoncer la suppression jusqu'à 10 jours de congés pour les agents de la Fonction publique qui auraient dû s'arrêter...

Et si l'argent coule à flot pour les patrons, le gouvernement fait l'aumône à une partie des travailleurs et aux plus pauvres. Les hospitaliers vont toucher une prime de 500 à 1500 euros (en fonction de la proximité du feu !), une provocation, comme la prime de 1000 euros que toucheront 20 % des agents de la fonction publique d'Etat qui ont eu un « *surcroît d'activité important* » et « *assuré*

la continuité du service public ». Quant aux agents territoriaux, la prime sera au bon vouloir des maires... Celles et ceux qui doivent survivre avec le RSA (560 euros pour une personne seule, 1000 euros pour un couple) vont « *bénéficiaire* » d'une prime « *exceptionnelle* » versée le 15 mai, dans un mois... de 150 euros par foyer (+100 euros par enfant) ! Hors de question pour le gouvernement d'augmenter les salaires et les minima sociaux, pas plus que d'annuler les réformes du chômage et des APL dont l'application est simplement reportée.

La lutte de classe jamais confinée

« *Solidarité* », « *résilience* », « *jours heureux* », « *concorde* »... Macron a revu son vocabulaire. Le chef des premiers de cordée est subitement devenu « *humble* » avec les « *moins que rien* » : « *Je suis comme vous, je ne sais pas* » a-t-il expliqué lundi dernier... Grossier numéro de triste sire qui ne peut masquer l'offensive et la violence de classe contre les pauvres et les travailleurs.

Les pressions et les sanctions s'intensifient contre les travailleurs qui tentent de résister, de faire valoir leur droit de retrait, dénoncent les risques ou tentent de faire respecter la loi. Le 4 avril, Laetitia, aide-soignante à l'hôpital d'Hautmon, était mise à pied pour avoir dénoncé, en tant que représentante syndicale SUD, le manque de matériel de protection. Plus récemment, l'inspecteur du travail Anthony Smith, militant CGT, était lui aussi mis à pied pour avoir adressé des lettres de rappel de la réglementation aux entreprises de son secteur et avoir engagé une procédure de référé à l'encontre d'une d'elles.

762 000 personnes ont par ailleurs été verbalisées et 1700 mises en garde à vue pour « *non respect répété* » s'est félicité Castaner : « *Il y a un relâchement dans les quartiers mais pas que [...] Il y a un niveau de conscience assez élevé. Je ne veux pas laisser penser que les jeunes des quartiers seraient plus couillons que la moyenne, ce n'est pas vrai* »... Sans blague ! Et au Touquet ou à La Baule (passée de 17 000 à 40 000 habitants depuis le début du confinement) ou encore sur l'aéroport de Biarritz où ont discrètement atterri plusieurs Falcon, combien de gardes à vue ? Par contre la police est intervenue à Marseille, Paris ou Caen pour faire retirer les banderoles des fenêtres !

Les résistances sont nombreuses, protéiformes : droits de retrait, poursuites devant les tribunaux, manifestations de soignants comme à Tourcoing, grève des éboueurs à Poitiers, appel à la grève en ligne le 24 avril prochain des ingénieurs et programmeurs d'Amazon pour protester contre le licenciement de collègues, ou encore grève illimitée des ouvriers de l'usine MSSA en Savoie dénonçant les risques sanitaires et le report des négociations annuelles obligatoires... sans compter la riche vie militante et démocratique sur les réseaux. La lutte de classe ne se laisse pas confiner, en France comme ailleurs, en Pologne par exemple où des dizaines de femmes et d'hommes ont bravé le pouvoir et la répression en manifestant, avec succès, contre un renforcement de l'interdiction de l'IVG.

Une politique sanitaire passe par le contrôle par et pour les travailleurs, les classes populaires...

Les travailleurs et les classes populaires sont les premières victimes du confinement, de l'arrêt de toute vie sociale, de la « *distanciation sociale* »... La vie s'est figée pour les plus pauvres. Les quartiers populaires en sont l'illustration violente. Des familles, enfants, jeunes adultes ou personnes âgées, isolées et confinées par milliers dans des tours et barres d'immeubles devenues des déserts sociaux. Pauvres, précaires, jeunes en détresse, personnes dépendantes, handicapées, malades, sans domicile, migrants sont laissés à eux-mêmes dans un confinement tout aussi impossible qu'inhumain.

Et ceux qui ont dû continuer à travailler le font dans les pires conditions. Peu de chiffres rendent compte du tribut payé. La presse parle bien peu des aides-soignantes, caissières, éboueurs qui décèdent, victimes de la course aux profits et de l'impréparation criminelle. L'Assistance publique-Hôpitaux de Paris a annoncé que 3800 de ses salariés ont contracté la maladie, soit 4 % du personnel avec la même proportion dans les différents corps de métiers.

La pandémie illustre avec une évidence accrue l'incurie et la responsabilité des classes dirigeantes, l'incapacité de leur système à apporter la moindre réponse correspondant aux besoins de la collectivité, à prendre les mesures d'urgence qu'impose la situation, y compris au niveau sanitaire.

Ces réponses exigent de rompre avec la logique capitaliste, elles ne peuvent être apportées que par l'intervention des travailleurs eux-mêmes et de la population. Tout ce qui fonctionne est le fait de l'engagement, des initiatives, de la solidarité ouvrière et populaire. Apporter des réponses à la crise sanitaire nécessite des mesures démocratiques immédiates pour que ceux qui font tourner la société décident et organisent. Cela nécessite des mesures autoritaires pour contrôler l'économie, décider de ce qui est indispensable à produire, comment et où, par qui et de quelle façon. Cela commence par l'expropriation des entreprises et industries du secteur de la santé, de la pharmacie, du matériel médical, du secteur de la recherche et de toutes les entreprises dont la production doit être reconvertie et orientée d'urgence vers les besoins collectifs. Et cela nécessite des mesures financières radicales et immédiates dont l'annulation de la dette publique, la fermeture des bourses.

Aujourd'hui plus que jamais, la question sociale est politique.

« *Préparer le jour d'après* » comme nous y invitent différents syndicats et associations initiateurs de l'appel « *Plus jamais ça* » ne peut se faire qu'en rupture avec les illusions institutionnelles parlementaires ou du dialogue social. La question du « *jour d'après* » est celle de qui contrôle l'économie et la société, qui décide de l'organisation de la production et de la répartition des richesses, le monde du travail ou les financiers.

Isabelle Ufferte

La pandémie du Covid-19, nouvelle étape de la faillite globale du capitalisme, ou les nécessaires transformations révolutionnaires

Selon les dernières prévisions du Fonds monétaire international (FMI) publiées mardi 14 avril, au lendemain de l'intervention de Macron, l'économie mondiale devrait connaître en 2020 un effondrement historique. L'OMS et l'ONU avaient annoncé quelques jours plus tôt que cette récession allait entraîner dans les pays pauvres une véritable pénurie alimentaire. « *Le monde a changé dramatiquement durant ces trois derniers mois, (...) le monde est entré dans le grand confinement. L'ampleur et la rapidité de l'effondrement de l'activité qui a suivi sont différents de tout ce que nous avons vécu dans notre vie* » a déclaré la principale économiste du FMI, Gita Gopinath, il s'agit de la « *pire récession depuis la Grande Dépression et bien pire que la crise financière mondiale* » de 2008. Pire oui, d'une autre ampleur et surtout d'une autre nature... et tous font mine de ne pas voir ce qu'elle révèle de la faillite globale du système.

Macron comme l'ensemble des représentants des classes dominantes voudraient nous vendre le mensonge d'une récession causée par l'irruption imprévue d'un nouveau microbe, obligeant au confinement et donc à l'arrêt de l'activité économique, une crise extérieure au capitalisme, en quelque sorte une catastrophe naturelle... Et, prétendent-ils, grâce aux héros du quotidien que Macron célèbre sans leur donner plus de moyens, une fois « *la guerre* » gagnée, l'activité économique pourra redémarrer... même s'ils sont bien incapables de dire quand.

Dans son intervention télévisée, Macron a dû néanmoins faire un aveu « *Nous n'étions pas prêts* » mais il « *oublie* » de dire pourquoi, à savoir plus de 20 ans d'offensives contre le système de santé... et loin de tirer les leçons de la catastrophe, il ne peut qu'envisager de poursuivre cette offensive au service des classes dominantes, en insistant sur la nécessité de poursuivre les efforts, de se remettre au travail pour relancer l'économie et que les choses reviennent « *comme avant* » le plus rapidement possible, tout en promettant des « *décisions de rupture* » pour après... mais comment les croire ?

Et Trump, l'ami de Bolsonaro, a beau vouloir réécrire l'histoire, flatter le complotisme en accusant la Chine d'avoir caché la gravité du Covid-19, voire de l'avoir produit, accuser l'OMS d'être sa complice pour lui supprimer la contribution des États-Unis, lui comme l'ensemble des représentants des classes dominantes ont bien du mal à masquer leur propre responsabilité comme celle du système qu'ils défendent dans la catastrophe annoncée.

Car s'il est impossible de prévoir la durée et les prochaines étapes de la pandémie comme de la récession nous pouvons avoir la certitude qu'il n'y aura pas de « *retour à la normalité* » si cette expression a un sens ! Les causes profondes de cette crise sont inscrites dans les évolutions des contradictions de cette société capitaliste exacerbées par la mondialisation financière. Si cette crise révèle la

faillite globale du capitalisme, par sa profondeur, elle est aussi un puissant facteur d'intensification de la lutte des classes et d'accélération des évolutions de conscience. Inévitablement elle entraînera de profonds bouleversements qui déboucheront sur des possibilités de transformations révolutionnaires. L'issue et les réponses à cette catastrophe annoncée dans laquelle le capitalisme plonge la société sont entre les mains des travailleurs et des classes populaires du monde entier.

Le mensonge d'une crise causée par un « ennemi invisible »

Cette pandémie n'a été en réalité que le déclencheur imprévu du début de krach financier et de la récession attendus depuis des mois mais qui en prenant cette ampleur sans précédent, ont révélé la faillite profonde, globale de ce capitalisme financier qui s'est en quelques décennies imposé à l'ensemble du monde.

La pandémie, elle-même, n'a rien de naturel. Elle était annoncée et crainte par les scientifiques depuis des années, comme une des multiples conséquences inévitables de la profonde crise écologique qui s'est développée et accélérée avec la mondialisation capitaliste.

Le Covid-19 s'inscrit en effet dans une série d'émergences de nouveaux virus depuis une vingtaine d'années : grippe aviaire, SRAS, etc. L'apparition de ces nouveaux virus comme la rapidité avec lesquels ils peuvent potentiellement se répandre à travers le monde sont la conséquence directe du caractère de plus en plus prédateur et parasitaire d'un capitalisme financier qui a bouleversé l'organisation sociale de milliards d'êtres humains comme de leur environnement.

C'est sous l'impulsion de multinationales qui ont pris le contrôle de secteurs aussi vitaux que la production agroalimentaire, l'exploitation des matières premières, les infrastructures sanitaires et de transport, que ces secteurs ont été profondément réorganisés à l'échelle du monde dans une logique purement financière pour réaliser des profits à très court terme afin d'alimenter les circuits boursiers. Cela a entraîné une intensification de la déforestation accentuant la pression sur la faune sauvage comme le développement d'une agriculture intensive et la multiplication d'élevages industriels, contribuant ainsi à construire un cadre idéal pour que des virus inoffensifs dans la faune sauvage transitent d'espèce en espèce jusqu'aux animaux d'élevage et aux êtres humains. Face à ce danger connu, identifié, de nombreux scientifiques ont lancé, en vain, des alertes pour que soient financés des programmes d'études qui permettent d'anticiper ces émergences et d'intervenir avant qu'elles ne se répandent à l'échelle mondiale.

Car la mondialisation a aussi accéléré l'émergence de gigantesques concentrations humaines et une intensifica-

tion des voyages internationaux de marchandises et de passagers qui créent les conditions pour qu'une épidémie locale se transforme en pandémie en quelques semaines si un virus se révèle très contagieux comme c'est le cas pour le Covid-19. Face à ces nouvelles menaces bien identifiées, ce n'est pas de moins d'OMS dont le monde a besoin, bien au contraire il serait indispensable de mettre en place une politique sanitaire sur le long terme, à l'échelle du monde, s'appuyant sur un véritable service public de la santé, regroupant les services hospitaliers, la médecine de ville comme l'industrie pharmaceutique pour accompagner, sécuriser ces transformations de la société humaine. Mais dans le cadre de la mondialisation, tous les gouvernements ont donné la priorité à la logique des marchés, de la concurrence et du profit et ont mené l'offensive pour le démantèlement général des services publics et en premier lieu celui de la santé, désarmant l'ensemble de la société face à ces risques d'épidémies. L'OMS, instrument sans véritable pouvoir, au budget dérisoire de 3 milliards de dollars comparés aux 1 000 milliards de celui du FMI et de plus cadre des rivalités entre grandes puissances, est bien incapable, malheureusement, de mettre en œuvre une réelle politique sanitaire mondiale.

Pour une OMS qui soit un véritable service public de santé mondial

L'épidémie locale devenue pandémie a ainsi pu mettre à mal en quelques semaines l'ensemble des services de santé déjà au bord de l'implosion jusque dans la première puissance économique du monde, les États-Unis, révélant tous les mensonges de ceux qui nous vantent les mérites de la gestion par le marché, de la mise en concurrence, de la compétitivité, de la rentabilité, des privatisations.

Les gouvernements, d'abord préoccupés de soumettre toute la vie sociale aux seuls intérêts des classes dominantes, ont été incapables d'anticiper, de se préparer à l'émergence de telles épidémies. Car toute véritable politique préventive visant à construire consciemment, démocratiquement des protections efficaces pour les populations impliquerait de s'opposer à la course aux profits, à la logique des marchés, à ces capitaux spéculatifs qui s'investissent où ils veulent, entraînant l'ouverture, la fermeture, le déplacement des productions, des activités non pas en fonction de leur utilité et des besoins mais du profit attendu. Les gouvernements ont été incapables de constituer des stocks de matériel médical parce que pour des questions de rentabilité tout doit fonctionner à flux tendu, incapables d'impulser des programmes de recherche fondamentale sur ces nouveaux virus parce qu'il n'y avait pas de profits à en tirer pour les entreprises privées, incapables d'avoir suffisamment de personnel et de lits de réanimation car la logique comptable pousse à la réduction des effectifs. Ils ne peuvent gérer les crises sanitaires qu'à partir du moment où elles éclatent, dans l'urgence, et par des mesures autoritaires qu'ils imposent aux populations.

Cette absence de politique sanitaire à l'échelle internationale n'a fait que préparer l'ampleur prise par la catastrophe sanitaire actuelle qui n'est ni naturelle ni fatale.

Et cette crise sanitaire a déclenché, sans en être la véritable cause, une crise bien plus profonde à travers laquelle se révèle l'impasse à laquelle a abouti le capitalisme financier dans sa fuite en avant pour maintenir les profits d'une minorité en accentuant à l'échelle du monde l'exploitation du travail et le pillage de l'environnement.

Responsable de la crise, la politique des classes dominantes ne peut que l'aggraver...

La pandémie comme la récession touchent désormais le monde entier, avec des chiffres vertigineux qui continuent de s'emballer : officiellement plus de 2 millions de personnes contaminées à travers 185 pays, plus de 160 000 morts, près de 4 milliards de personnes confinées, un recul du PIB mondial estimé par le FMI pour l'instant à 3% et à près de 6% pour les États-Unis pour 2020, un endettement des États dépassant celui entraîné par les dépenses de la seconde guerre mondiale, en France la moitié des salariés du privé touchés par le chômage partiel... mais tous ces chiffres ne donnent qu'une idée partielle du cataclysme que cela représente pour les pays les plus pauvres d'Afrique, d'Asie, d'Amérique du Sud dont toute une partie de la population est directement menacée de famine, comme pour les classes populaires précarisées des pays riches que ce soit en Seine-Saint-Denis en France ou dans les quartiers afro-américains ou latinos aux États-Unis... La crise sanitaire ne fait qu'aggraver les inégalités sociales en faisant basculer dans l'insupportable tous ceux qui jusque-là parvenaient à survivre.

Face à cette catastrophe, les réponses des États, loin de préparer une sortie de crise, ne peuvent qu'en aggraver sur le long terme les conséquences car elles reposent sur la même logique de classe que celle qui a empêché de les anticiper, tout faire pour que l'économie reparte non pour satisfaire des besoins sociaux utiles mais pour permettre aux classes dominantes de reprendre leurs affaires.

Ainsi, malgré les déclarations sur la nécessaire solidarité internationale, face à la menace de famine, les ministres de l'économie des pays du G20 n'ont accouché que d'un moratoire d'un an sur la dette qui étrangle les pays les plus pauvres et au nom de laquelle des plans d'austérité ont été imposés à leur population et leurs services publics ont été donnés en pâture à quelques multinationales. L'orage passé, il faut garantir que le pillage puisse se poursuivre.

Les États sont en réalité incapables de mettre en place des mesures sanitaires coordonnées à l'échelle internationale pour faire face aux enjeux d'une crise à laquelle ils ne s'étaient pas préparés. Impuissants, ils ne savent qu'imposer un confinement à plus de la moitié de l'humanité et parfois avec une extrême violence vis-à-vis des populations les plus pauvres.

Comme le résumait le docteur Renaud Péquignot, de l'intersyndicale Action Praticien Hôpital, dans le journal *Sud Ouest* au lendemain de l'annonce de Macron : « *Le confinement, c'est l'aveu de cette incurie, de cette impuissance. Si on avait des masques et des moyens de dépistage, il ne*

servirait à rien. Nous sommes obligés de confiner parce que nous n'avons pas les bonnes alternatives. Le confinement, c'est la technique moyenâgeuse, parce qu'on n'a que le Moyen Âge à proposer face à ce virus ».

Et à l'échelle du monde, dans les pays les plus pauvres où tout une partie de la population ne survit que par son travail quotidien au jour le jour, sans aucune assurance, sans aucune protection, le confinement imposé par la violence policière et militaire ne peut que signifier une condamnation à la famine, une aggravation sans précédent des inégalités sociales déjà accentuées par la mondialisation.

Les charlatans du capital au mépris de la science

Macron et son gouvernement prétendent qu'ils s'appuient sur les recommandations des scientifiques mais c'est un mensonge. Ils sont bien incapables d'écouter les recommandations des scientifiques et surtout de se donner les moyens sociaux, matériels et humains, de les mettre en application. En réalité ils ne font qu'essayer de justifier la gestion d'une pénurie dont ils sont responsables par de pseudo arguments scientifiques. Il n'y a pas assez de masques donc les masques ne sont pas indispensables, il n'y a pas assez de tests donc c'est inutile de tester massivement, il faut rouvrir les écoles donc les élèves ne sont pas si contagieux...

Macron ne fait que couvrir sa politique d'un discours scientifique mensonger. Car cette généralisation du confinement est d'abord une politique de classe qui vise les classes populaires et qui en réalité ne résout aucun problème. Il permet tout au plus de préserver pour un temps un système de santé déjà affaibli... mais sans nous préparer aux possibles et probables prochaines vagues tant qu'il n'y aura ni immunité naturelle, ni vaccins ou médicaments efficaces. Et cela peut même conduire à aggraver la situation, en laissant s'accumuler tous les autres problèmes de santé publique comme ceux créés par les conséquences de la récession.

Face à une telle pandémie, les scientifiques ne peuvent que répéter qu'il est nécessaire de diagnostiquer le plus massivement possible, de confiner les malades et leur entourage, tout en protégeant l'ensemble de la population et en développant la recherche de médicaments et de vaccins. Une telle politique sanitaire pour être efficace aurait dû être anticipée par la constitution de stocks, par une politique sanitaire pensée sur le long terme avec d'autres critères que ceux du marché et de la rentabilité. Elle ne peut pas s'improviser dans l'urgence, surtout quand au lieu de mobiliser toutes les ressources techniques, scientifiques, humaines, la seule préoccupation est de préserver la relance de l'économie... du point de vue des classes dominantes.

La même logique de classe entretient et aggrave la récession économique

Face à la récession et pour éviter la panique et le krach boursier, les États et les banques centrales injectent mas-

sivement des milliards pour tenter de limiter les faillites d'entreprises, en espérant tenir jusqu'à une hypothétique relance, grâce à de nouvelles injections monétaires, quand prendra fin le confinement.

Ils sont bien incapables de faire face aux énormes besoins créés par la lutte contre la pandémie, car les États comme les banques ne cherchent qu'à préserver le système financier, qu'à maintenir les profits d'une minorité en aggravant pour cela et d'une façon abyssale l'endettement public.

Comme avec la crise de 2008, dont les causes et les effets se sont prolongés, et dans des proportions sans commune mesure, cet endettement est une bombe à retardement au nom duquel ils justifieront de nouvelles attaques contre le monde du travail et les peuples que ce soit par l'inflation et/ou par de nouveaux plans d'austérité ! Ils les annoncent dès maintenant et commencent à les mettre en route.

En 2008, l'injection massive de capitaux a repoussé l'échéance de l'effondrement du système financier mais au prix du gonflement de nouvelles bulles spéculatives autour de la dette publique et, surtout, grâce au développement économique de la Chine jouant un temps le rôle de locomotive de l'économie mondiale.

Mais dans les années qui ont suivi c'est au nom de cette dette que les classes dominantes ont accentué leur offensive en multipliant les mesures d'austérité, les attaques contre les services publics et les protections sociales, tout en intensifiant les rapports d'exploitation et le pillage des ressources naturelles, aggravant les inégalités sociales comme la crise écologique.

Cette offensive des classes dominantes pour faire payer leur crise aux populations a été un facteur de transformation des consciences et d'accentuation de la lutte des classes avec l'apparition du mouvement des Indignés en Espagne, au Portugal, en Grèce, aux États-Unis contre les politiques d'austérité au service des 1%, puis des révolutions arabes en 2010 et 2011 contre les ravages économiques causés par la crise mondiale de 2008.

Ces évolutions se sont poursuivies ici avec les grèves contre la réforme du code du travail en 2016, puis avec la révolte des Gilets jaunes, la grève contre la réforme des retraites, la lutte des personnels de santé et bien d'autres mouvements. Cette vague de contestation s'est aussi développée à l'échelle du monde avec l'émergence du mouvement de la jeunesse contre les mensonges et l'inaction des classes dominantes à réagir face au dérèglement climatique, et depuis plus d'une année avec une vague de révoltes populaires en Algérie, à Hong Kong au Liban, en Irak, au Chili, en Colombie, en Équateur, en Iran et dans bien d'autres pays contre les conséquences de ces politiques d'austérité, contre les inégalités sociales qu'elles entraînent, contre des dirigeants corrompus qui les imposent... A travers ces multiples révoltes, a commencé à se construire une nouvelle conscience reposant sur une profonde aspiration à plus de démocratie et à en finir avec des inégalités de plus en plus insupportables.

Et même si la pandémie et la réponse des classes dominantes, le confinement généralisé des populations, semblent avoir mis un coup d'arrêt à cette contestation, les évolutions, les transformations de conscience se poursuivent en profondeur à une nouvelle échelle à travers ce forum mondial et permanent permis par les réseaux sociaux comme à travers les multiples résistances, les initiatives et les gestes de solidarité. Les soulèvements sociaux qu'annoncent la crise actuelle seront d'une toute autre ampleur et ne pourront qu'ouvrir de nouvelles perspectives pour toutes celles et tous ceux qui aspirent à transformer le monde.

D'autant que personne n'est capable même d'imaginer que la fin du confinement marquera la relance de l'activité économique comme avant. En réalité, le capitalisme est entré dans une nouvelle période historique, sans retour en arrière possible, une maladie endémique tant sanitaire qu'écologique, économique, sociale, politique, une maladie globale, sénile sans autre espoir que de laisser la place au socialisme.

En arrière-plan, la crise écologique, le réchauffement climatique à l'œuvre

Si la crise écologique s'est exprimée d'une façon brutale et inattendue par une crise sanitaire, ses autres manifestations n'ont pas disparu... comme en témoignent les gigantesques incendies qui depuis une dizaine de jours ravagent les forêts ukrainiennes autour du sarcophage de la centrale de Tchernobyl, faisant craindre un moment le pire...

Comme ceux de cet été en Australie, ces nouveaux incendies sont directement la conséquence du réchauffement climatique et du fait que l'année 2019 aura été la plus chaude jamais enregistrée, dans une décennie qui est elle-même la plus chaude jamais mesurée, entraînant dans bien des régions du monde une sécheresse sans précédent.

Cette crise climatique dont les effets se font de plus en plus sentir à travers le monde, est, comme la pandémie, un révélateur et un facteur aggravant de la crise du capitalisme. Les classes dominantes sont incapables d'y faire face malgré les innombrables conférences internationales sur le climat devenues de véritables foires commerciales pour un « *capitalisme vert* » qui n'est qu'un nouveau terrain de spéculation pour les capitaux financiers, une fuite en avant vers la marchandisation de la nature qui ne peut qu'aggraver la situation.

Crise climatique, effondrement de la biodiversité, pollution des océans, méga-incendies, destruction des terres arables, et aujourd'hui émergence de nouvelles maladies, toutes ces manifestations de la crise écologique ont pour cause première la généralisation à l'échelle de la planète d'un mode de production qui repose sur l'exploitation du travail humain et le pillage des ressources naturelles. Une mondialisation capitaliste qui a imposé une logique destructrice et portée à une échelle sans précédent des déséquilibres incontrôlables dans les relations entre la société humaine et son environnement.

Que ce soit par les conséquences quotidiennes de la dégradation de l'environnement ou par la multiplication des catastrophes de grande ampleur qui, avec la pandémie du coronavirus, prennent une toute nouvelle dimension, cette crise écologique touche en premier lieu les classes populaires, les plus pauvres, rendant encore plus insupportable les inégalités sociales, les rapports d'exploitation capitaliste.

Prendre le contrôle de la marche de la société pour faire face à la faillite du capitalisme

La situation est d'autant plus insupportable que malgré la récession, pour faire face à la pandémie, les solutions existent, de même que les moyens humains, scientifiques, techniques qui rendent ces solutions possibles, mais leur mise en œuvre se heurte directement aux intérêts sociaux et politiques de cette classe dominante, à la propriété capitaliste. Il n'y a pas de fatalité, et aucune raison de se résigner car la société est riche de tous les progrès techniques et scientifiques accumulés par le travail humain depuis des générations, même si cette richesse est aujourd'hui dévoyée par un système qui ne la met qu'au service de l'enrichissement d'une minorité.

C'est cette aberration qui se révèle aujourd'hui dans l'injonction à faire redémarrer l'économie. Leur économie est avant tout une machine à faire du profit, peu importe ce qui est produit et si ce qui est produit est utile à la société, seul compte le fait de produire et de vendre. A cette absurdité, il nous faut opposer l'évidente nécessité de pouvoir discuter et décider consciemment de ce qui doit être produit pour pouvoir répondre aux besoins des populations en matière de santé, d'éducation, de logement tout en prenant en compte la préservation de la nature et en étant capables de nous préparer, d'anticiper les inévitables situations de risques pour qu'elles ne deviennent pas des catastrophes incontrôlables.

La colère et la révolte grandissent face à des gouvernements déconsidérés à force de faire l'étalage de leur impuissance à anticiper et même gérer les crises sanitaires, écologiques, économiques. Leur incurie est patente, comme leurs liens étroits avec des classes dominantes qui feront toujours passer leurs intérêts avant ceux de l'ensemble de la population.

A l'inverse, depuis le début de la crise, la solidarité et les initiatives de ceux qui font tourner la société comme fait mine de le découvrir Macron, ont permis d'éviter l'effondrement complet du système de santé. Les résistances et les protestations locales se sont multipliées contre la logique du profit qui pousse à remettre les salariés au travail au mépris des mesures de protection ou de ce confinement qu'ils nous imposent faute d'avoir su anticiper la crise.

Cette expérience partagée aujourd'hui par une large fraction de l'humanité confinée participe de la nécessaire rupture morale et politique avec les classes dirigeantes qui nous ont conduits à cette situation. Elle renforce la conscience que seule l'intervention directe des travailleurs et de la population permettra de faire face démocratique-

ment à la pandémie comme à la crise qui s'approfondit en prenant le contrôle de la marche de la société pour imposer une autre logique sociale.

Mettre en œuvre à l'échelle internationale des solutions pour protéger les populations, atténuer, limiter les conséquences des catastrophes sanitaires, écologiques, économiques, implique de faire passer la défense des intérêts du plus grand nombre avant la course au profit, la rentabilité, la productivité... Cela implique une remise en cause de la propriété capitaliste, cet archaïsme social auquel toute la société est pourtant aujourd'hui soumise.

Les travailleurs, la population doivent se préparer à imposer leur contrôle sur la marche de la société à travers les luttes de classes qui ne pourront que se développer, ici comme à l'échelle européenne et internationale, face aux

conséquences de cette crise comme face à la volonté des classes dominantes de nous la faire payer pour que tout continue comme avant.

Au cœur de ces luttes pour imposer ce contrôle est posée la question de qui dirige la société, la question du pouvoir. Pour pouvoir prendre à bras le corps consciemment, collectivement, démocratiquement, tous les problèmes posés par la pandémie et plus globalement par la faillite du capitalisme financier, une autre organisation sociale est nécessaire. Et la réponse ne pourra être que révolutionnaire et démocratique pour se libérer des entraves de la propriété privée et mettre en place une réelle planification de l'économie pour produire selon les besoins de tous et non les profits d'une minorité.

Bruno Bajou